Cahiers de Psychologie Politique

N° 18 | 2011
L'inconscient collectif Janvier 2011

L’Afrique subsaharienne un regard honnête ?

Catherine BOURGUILLON

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-18/1466-l-afrique-subsaharienne-un-regard-honnete
DOI : numerev_642
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 13/01/2011

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : BOURGUILLON, C. (2011) L’Afrique subsaharienne un regard honnête ?. *Cahiers de Psychologie Politique*, (18). https://doi.org/10.34745/numerev_642

L’Afrique subsaharienne avec honnêteté ?

En 2010, alors que de nombreux pays d’Afrique subsaharienne fêtent leur demi-siècle d’indépendance, la plupart d’entre eux ne sont pas encore autonomes et dépendent de l’aide internationale pour assurer le soutien leurs concitoyens.
Ce constat est surprenant, ce d’autant plus que d’autres régions du monde, au niveau de développement similaire cinquante ans plus tôt, connaissent des situations socioéconomiques nettement plus favorables.
Prenant appui sur les observations formulées par l’économiste zambienne Moyo, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), le CEGPD (Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement), l’OCDE mais aussi le sociologue togolais Amouzou, l’auteur relève de nombreuses entraves au développement. Sans chercher à les minimiser, elle propose cependant de cibler ce qui, selon elle, constitue le problème majeur de ces pays : un manque de leadership.

Let’s be honest about Sub-Saharan Africa

In 2010, while many Sub-Saharan African countries celebrate 50 years of independence, most of them are still not independent and rely on international assistance to cover the needs of their citizens when other countries of the world, with similar development situation 50 years ago, meet much more comfortable socioeconomic conditions.
Considering observations made by the Zambian economist Moyo, the UNDP (United Nations Development Program), the ECDPM (European Centre for Development Policy Management), the OECD but also the Togolese sociologist Amouzou, the author notes numerous hindrances to Africa’s development. Without minimising them, she proposes to point out the major problem of these countries: the lack of leadership.

Mots-clés :

Octobre 2010

Sous ce titre un peu provocateur se cache un projet ambitieux : celui de mettre en évidence les soubassements de situations africaines constamment problématiques, qu’elles soient observées sur un plan social, politique ou économique. De fait, si l’on se réfère à d’autres régions du monde, elles aussi classées dans la catégorie « pays en voie de développement[1] » au sortir de la Seconde guerre mondiale mais désormais considérées comme des pays « émergents », le retard accusé par de nombreux pays africains d’Afrique subsaharienne ne laisse pas de surprendre. En effet, alors que

nombres d'entre eux fêtent cette année leur cinquantième année d'indépendance, comment se fait-il que la plupart en soit encore réduit à s'appuyer sur une aide au développement importante (que ce soit sur un plan financier, technique ou social) pour assurer un soutien minimum à leurs concitoyens, sans que ce minimum ne soit nécessairement atteint, d'ailleurs ?

Parallèlement à cette première question, une seconde se profile, à savoir : comment se fait-il qu'il soit si compliqué d'obtenir une réponse précise et globale sur le pourquoi du retard en développement que présente l'Afrique subsaharienne ? Sans surprise, c'est l'insatisfaction générée par le manque de réponses à ces deux questions qui est à l'origine de cet article.

Entrons dans le vif du sujet, en vérifiant au préalable ce qu'est un pays en voie de développement. Si l'on se réfère aux observations de la Banque mondiale, un pays en (voie de) développement est un pays dont le produit national brut par habitant est faible ou « intermédiaire ». Sont donc associés à cette catégorie les pays dont le niveau de bien-être des individus est bas. En clair, des pays pauvres, dans lesquels l'accès aux soins et à l'éducation est, par conséquent, généralement lacunaire et dont l'économie ne décolle pas. Mais l'Afrique subsaharienne n'est pas seulement un conglomérat de pays pauvres à l'économie précaire. C'est aussi un continent sur lequel de nombreux pays connaissent des tensions politiques d'une extrême gravité parfois et dans lesquels, semble-t-il, les avancées envisagées dans les programmes de développement ne s'implantent qu'avec difficultés.

Pour clarifier la notion de « développement » sous-tendue dans le concept d' « aide au développement », reprenons les termes utilisés par Richard Manning, président du Comité d'aide au développement (CAD[2]). Selon ce dernier, « *le développement revêt globalement deux dimensions. La première recouvre l'infrastructure matérielle, notamment les bâtiments, les services publics, les transports et les équipements nécessaires pour produire. La seconde renvoie aux compétences et aux aptitudes à produire dont dispose l'économie. La coopération technique relève de la seconde dimension et englobe des activités destinées à accroître les capacités des pays en développement*[3]». Bien évidemment, pour ce qui nous concerne, c'est cette seconde dimension du développement qui nous intéresse, axée sur l'augmentation des capacités et compétences des pays ciblés.

L'avis des spécialistes en développement

Cherchant à obtenir des réponses qui aillent au-delà des traditionnels lieux communs formulés lorsqu'est évoqué le retard qu'a pris l'Afrique par rapport à d'autres régions du monde sur le plan du développement, nous nous sommes référée à ce qu'en ont dit des intervenants aux profils très différents puisqu'il y a parmi eux des économistes, des spécialistes en développement ou encore en sciences humaines.

Avec son ouvrage « Dead aid » (2009), l'économiste zambienne Moyo donne le ton. Elle constate qu'au cours de ces cinquante dernières années, l'Afrique s'est vue accorder 1000 milliards de dollars par les pays riches, à titre de soutien financier en vue de son développement. Pourtant, ces prêts n'ont pas empêché la progression de la pauvreté au cours des ans. Par ailleurs, la croissance économique s'est aussi ralentie avec le temps. Les raisons d'un tel échec selon elle ? Un système d'aide financière qui ne s'arrête jamais.

Car cette aide financière perpétuelle a deux conséquences majeures. D'une part, elle tend à générer chez les décideurs africains une attitude quasi nonchalante vis-à-vis des obligations qu'ils devraient assumer. En effet, dans la mesure où ils sont certains d'obtenir de l'aide financière en cas de besoin, ils ne se soucient pas réellement d'établir un programme gouvernemental qui leur permettrait de gérer les grands axes de leur mandat, à savoir le financement de l'éducation, de la santé ou encore le développement de l'économie.

D'autre part, l'accès à des sommes d'argent très importantes a engendré l'existence d'un fort taux de corruption. Cela s'explique sans doute par le fait que, comme l'explique Tchaptchet en 1997, les bénéficiaires de l'aide internationale ont constaté que les fonds d'aide qu'ils reçoivent peuvent être gérés « sans trop de rigueur ».

En 2009, comme le révèle le rapport sur la coopération pour le développement, la corruption est toujours de mise et aurait même augmenté. Selon Eckhard Deutscher, président du Comité d'aide au développement depuis 2008, cette problématique demeurerait inchangée dans un « *contexte se caractérisant par des hésitations et des messages brouillés*[4]». Il précise que « *sauf si leur inaction devait avoir de lourdes conséquences, les administrations partenaires* (autrement dit les bénéficiaires de l'aide) *risquent de ne prendre aucune mesure lorsqu'elles reçoivent des messages brouillés de la part des donneurs*[5] ». Cependant, considérant qu'une augmentation *significative* de l'efficacité de l'aide au développement est nécessaire, une centaine de pays, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales entérinaient « la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement » en 2005. Cette déclaration**,** qui souligne aussi la préoccupation des signataires face à la problématique de la corruption, préconise une analyse conjointe **-** de la part des donneurs **-** de la gouvernance des pays bénéficiaires de l'aide.

Le rapport 2009 précise que certaines initiatives ont été prises de la part des donneurs, comme par exemple la mise sur pied d'un atelier visant l'élaboration de réponses par paliers en cas de corruption avérée (Ouganda, 2009) et, plus rarement cependant, de la part de certains gouvernements (Rwanda, 2006). Toutefois, la route vers une baisse généralisée de la corruption de la part des pays bénéficiaires de l'aide au développement paraît encore bien longue.

Mais l'économiste Moyo soulève encore un autre problème. Certes, la corruption n'est pas une pratique exclusivement africaine, mais elle a ceci de particulier qu'en Afrique, l'argent gouvernemental que les élites s'approprient pour leurs propres « nécessités »

n’est pas réinjecté dans l’économie locale : il est déposé dans des banques, en dehors du territoire national. Or, si l’argent « prélevé » sur le budget national servait à l’établissement d’entreprises ou de sociétés sur le territoire national, il serait du moins partiellement réinjecté dans l’économie locale et permettrait une certaine croissance économique au travers de la création d’un certain nombre de postes de travail. Or, tel n’est malheureusement pas le cas !

Dans les années 1990, vraisemblablement sur la base du constat que la coopération technique dont bénéficiait l’Afrique depuis de nombreuses années n’aboutissait qu’à des résultats mitigés, plusieurs institutions, parmi elles le PNUD (le Programme des Nations Unies pour le développement) et le Centre Européen de gestion des politiques de développement (CEGPD), ont examiné les forces et les faiblesses de la coopération technique en Afrique.

Etudiant les progrès obtenus au travers de la coopération technique ainsi que leur maintien au cours du temps, les analystes mandatés par le PNUD en sont venus à la conclusion que ceux-ci ne débouchaient que rarement sur des résultats intéressants et durables : une découverte lourde, mais néanmoins courageuse ! S’appuyant sur diverses sources, le PNUD rend notamment compte d’une étude effectuée par la Banque mondiale en 1989, qui aboutit à la conclusion que sur 366 projets qui concernent l’Afrique subsaharienne, « *22% ont obtenu des résultats substantiels, 26% des résultats négligeables et 52% un succès partiel*[6] ».

Pourquoi ces piètres résultats ?

Investiguant tant les projets que l’attitude des coopérants et celles des bénéficiaires, les analystes mandatés par le CEGPD et par le PNUD ont mis en évidence plusieurs facteurs à même d’expliquer de si piètres résultats.

Parmi les facteurs liés aux projets eux-mêmes, mentionnons la juxtaposition d’un nombre très important de projets (au début des années 1990, le Burundi en gérait 1400 en même temps), non coordonnés entre eux et dont la gestion outrepasse les capacités des administrations africaines souvent déjà dépassées par la gestion des affaires courantes.

Au niveau des bénéficiaires, il a été constaté qu’il manquait bien souvent d’homologues africains pour recevoir l’apprentissage technique associé à un projet de coopération. Mal payés par leur administration, ceux-ci rechignent à s’investir dans des activités leur demandant beaucoup d’engagement. Et lorsque l’occasion se présente, les interlocuteurs des coopérants n’hésitent pas à quitter leur emploi de fonctionnaire pour une activité mieux rémunérée. De ce fait, les homologues africains changent fréquemment, et ceux qui les remplacent n’ont pas nécessairement les compétences qu’il faut pour gérer le projet en cours.

Quant aux coopérants, nous venons de le voir, ils ont de la peine à se trouver en face

d’un homologue africain qui sera à même de recevoir leur enseignement. Mais pas seulement. Il a aussi été constaté qu’ils n’avaient pas nécessairement pour vocation de transmettre leur connaissance mais qu’ils étaient bien plus souvent centrés sur la réalisation des projets pour lesquels ils ont été engagés. Avec comme conséquence, à leur départ, un rapide abandon du projet par les bénéficiaires, trop peu formés pour pouvoir assurer son suivi.

Dès lors, si l’on dresse le portrait de la situation au milieu des années 1990, la coopération technique est souvent inefficace parce que les projets sont trop nombreux et non coordonnés (sans parler du fait qu’ils ne sont pas nécessairement pertinents), les homologues africains insuffisamment disponibles et les coopérants peu disposés à transmettre leur savoir. La présentation est certes rapide, mais les faits sont malheureusement avérés !

Si l’on s’en tient aux déclarations du Secrétaire général de l’OCDE en avant-propos du rapport 2010 de la coopération pour le développement, le discours semble bien différent. En effet, il constate qu’une grande amélioration du bien-être de la population mondiale a été enregistrée depuis 50 ans et que le CAD a sa part de mérite dans ce beau résultat. Cependant, la lecture des récents rapports du CAD nous renseigne fort peu sur les résultats concrets atteints par les projets exécutés dans les pays bénéficiaires. Par contre, la Déclaration de Paris (2005), à laquelle est associée le Programme d’action d’Accra (2008), met en évidence les points sur lesquels l’OCDE souhaite voir l’aide au développement progresser. On apprend ainsi qu’outre la lutte contre la corruption qui sape la réalisation de certains projets, les signataires de la Déclaration de Paris et du Programme d’action d’Accra souhaitent « renforcerles stratégies nationales de développement des pays partenaires (c’est-à-dire des pays bénéficiant de l’aide), aligner l’aide sur les priorités des pays partenaires, renforcer les obligations mutuelles des donneurs et des pays partenaires à l’égard des citoyens et des instances parlementaires concernant leurs politiques et leurs stratégies de développement, prendre des mesures pour pallier les défaillances des institutions des pays partenaires qui les empêchent d’atteindre les résultats voulus, définir des mesures et des normes de performance et de reddition de comptes pour les pays partenaires dans différents domaines » et, s’agissant des donneurs, « qu’ils respectent le rôle prédominant des pays partenaires et les aident à renforcer leur capacité à exercer ce rôle[7] ». La liste des objectifs est suffisamment précise pour comprendre que les problèmes relevés par le PNUD et le CEGPD il y a de cela 15 ans n’ont pas vraiment disparu. Cependant, désormais, des principes ont été édictés dans l’optique de les éliminer ou, du moins, de les atténuer.

Projets de développement en contradiction avec certaines croyances

locales

Autre problématique mise en évidence par certains pour expliquer la lenteur du développement en Afrique : la culture.

Ainsi Amouzou, chercheur togolais, affirme que certains projets de développement sont mis en échec par les populationsauxquelles ils sont destinés, car ils entrent en contradiction avec certaines croyances locales ou le pouvoir local. Amouzou rappelle par exemple le constat fait par les chercheurs du CIBIBA (Centre international des civilisations bantu) en 1989 : il est fort peu probable qu'un membre d'une communauté traditionnelle se lance dans une nouvelle variété de culture dans la mesure où cette innovation est mal perçue par la communauté et cela même si cette nouvelle culture peut lui apporter un plus. D'une part, parce que les autorités traditionnelles pourront s'y opposer, et d'autre part parce qu'il craint de devenir la cible des forces occultes.

Centré sur les particularités du Togo, Amouzou relève que chez les peuples Tem, polygames, les enfants représentent une très grande richesse. Pour une femme tem, avoir de nombreux enfants lui offrira non seulement du prestige, mais de la reconnaissance de la part de son époux. Dès lors, afin de parvenir à obtenir plus d'attention de la part de son mari que les coépouses, la femme tem aura tendance à chercher à avoir de nombreux enfants. Cependant, comme le fait remarquer le chercheur : « la volonté et l'envie de faire autant d'enfants ne s'accompagnent pas de la même volonté de les éduquer en vue de leur épanouissement[8] ». De fait, ne parvenant pas à assurer la charge qu'ils constituent, les parents les placent finalement auprès de familles dans lesquelles les enfants deviendront bien souvent des domestiques. Dans ces conditions, difficile d'imaginer qu'une formation scolaire adéquate - et donc porteuse pour leur futur - soit envisageable pour les nombreux enfants de chaque famille.

Autre exemple pour imaginer l'importance du facteur culturel dans le développement de l'Afrique : le problème relatif à la cuisson de l'eau. Le sociologue cite le cas de certaines communautés rurales pour lesquelles il serait inenvisageable de boire de l'eau bouillie du marais, quand bien même cela leur permettrait de préserver leur santé tout en ayant une source d'eau supplémentaire, au motif que seuls les morts boivent cette eau. Encore une fois, si la démonstration est brève, l'affirmation du chercheur Amouzou semble clairement établie : la culture est parfois un frein au développement !

En somme : le manque de « leadership » ?

Reprenons finalement notre questionnement de départ concernant le pourquoi d'un développement aussi problématique de l'Afrique subsaharienne.

Si l'on tient compte de l'ensemble des informations récoltées, de nombreux facteurs semblent être à la source de ce développement africain si insatisfaisant. En effet, nous avons évoqué les différents problèmes auxquelsdoit faire face la coopération technique, des aides financières trop ou insuffisamment abondantes (c'est selon !) ou encore la problématique de la culture.

Pourtant, à y regarder de plus près, un facteur semble prendre le pas sur de nombreux autres. Ou, plus exactement, semble être à l'origine de nombreux autres facteurs : le manque de « leadership ». Une dénomination finalement bien « élégante » pour évoquer le manque patent d'investissement dont font preuve nombres de leaders africains en faveur du développement de leur pays respectif, sans même parler du bien-être de leurs concitoyens.

Des leaders qui puisent dans cette aide financière destinée au développement de leur pays, à tel point que des projets extrêmement importants sont compromis[9] et que de nombreux autres sont inadéquatement pris en charge ; des leaders si peu investis dans l'avenir de leur pays d'origine qu'ils laissent partir à l'étranger l'élite intellectuelle nationale sans laquelle aucun projet de développement durable n'est possible ; des élites, enfin, qui n'hésitent pas à se lancer dans un conflit sociopolitique[10] dans la mesure où elles se sentent que leur pouvoir (et donc le pouvoir de disposer plutôt « librement » des deniers publics, faits d'aide au développement, ou non) vacille.

Bien évidemment, le conservatisme d'une certaine frange de la population est de nature à freiner un développement. Cependant, il y a fort à parier qu'un engagement vrai et persévérant de la part de l'élite gouvernementale serait de nature à changer les mentalités.

Un problème de leadership est donc à la base de nombre de situations africaines particulièrement délicates. La nouvelle n'est cependant pas une révélation, constituant à la fois un sujet tabou et un secret de polichinelle.

Sujet tabou, car une critique de la gestion gouvernementale défaillante de nombreux états africains n'est pas (encore !) de mise dans les médias occidentaux. Secret de polichinelle, car nombre de chercheurs ou d'élites africaines laissent entendre, souvent très discrètement, il est vrai, que l'élite politique africaine est l'une des causes d'un développement ralenti du continent africain. Une élite qui ne porte aucun intérêt pour la grande majorité de sa population, mais qui la prend en otage, la rendant dépendante de son bon vouloir.

Et cette captivité va au-delà de l'accès aux biens de première nécessité. En effet, le choix qu'ont fait certaines élites africaines de s'approprier des ressources de leur pays tout en prétendant porter un intérêt réel pour leur pays prive leur population respective de leur dignité. Non seulement de leur dignité de citoyens qui, légitimement, cherchent à pouvoir vivre décemment dans leur propre pays. Mais aussi leur dignité d'êtres humains qui, en raison de l'absence de considération que leur porte certains gouvernants, tendent à être considérés par bon nombre d'individus non connaisseurs

des situations africaines comme des hommes et des femmes incapables de se prendre en charge.

La langue de bois est donc de mise, pour l'instant, sur l'origine réelle de la situation socio-politico-économique généralement insatisfaisante en Afrique subsaharienne. Jusqu'à quand ?

1 Pour être plus exact, précisons que les dénominations « pays en voie de développement », « pays en développement », etc. ont remplacé l'usage préalable d'une expression politiquement moins correcte : pays sous-développés.

2 Comité spécialisé créé par l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) dans le but d'atteindre certains objectifs.

3 Manning, R. et al. (2006). OCDE - Coopération pour le développement – rapport 2005. Vol. 7. 1, p. 122.

4 Deutscher, E. (2010). OCDE - Coopération pour le développement – rapport 2010, p.104.

5 Ibid.

6 Berg, J. E. (coord.). Repenser la coopération technique. Réformes pour renforcer les capacités en Afrique. Paris : Editions Economica, 1994.

7 Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) et Programme d'action d'Accra (2008). Publié sur : http://www.oecd.org/dataoecd/53/38/34579826.pdf, pp. 1-2.

8 Amouzou, E. (2009). L'influence la culture sur le développement en Afrique noire. Paris : L'Harmattan.

9 L'agence France Presse signalait par exemple début septembre 2010 que plusieurs centaines de millions d'euros avaient été détournés par des responsables du ministère malien de la santé. Cet argent, alloué au Mali par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a été détourné de ses véritables et légitimes destinataires : les bénéficiaires du programme.

10 Le continent est malheureusement truffé d'exemples – présents ou passés - illustrant le choix de la violence par des leaders politiques (Rwanda, Côte d'Ivoire, Kenya…) plutôt que celui de la collaboration. Une violence qui va bien souvent s'appuyer sur un discours ethniste induisant, à plus ou moins long terme, une séparation entre diverses communautés nationales qui, auparavant, avaient parfaitement réussi à vivre ensemble.